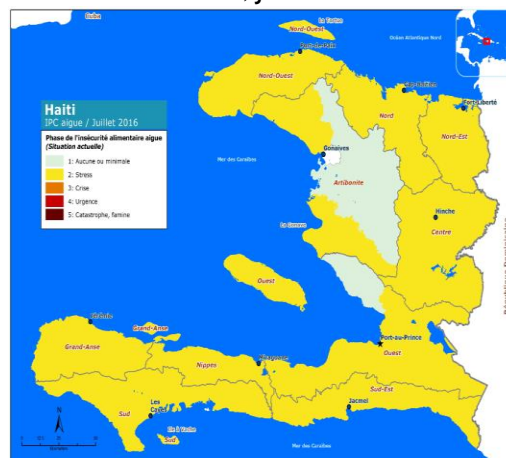


Bien qu'affectées par des pluies erratiques, les récoltes amélioreront la disponibilité alimentaire locale

MESSAGES CLÉS

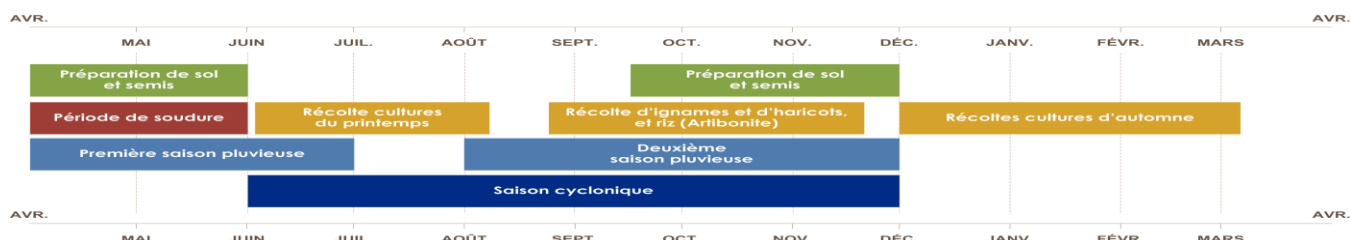
1. Après deux années consécutives de sécheresse, le phénomène El Niño qui l'a déclenchée a décliné entraînant une amélioration de la pluviométrie au cours du printemps 2016. Toutefois, dans le Nord-Est et le Plateau Central, le début de la saison pluvieuse a été décalé d'un mois. Dans l'Ouest et la péninsule du Sud, les pluies étaient plus faibles que la moyenne, après mi-mai.
2. La pluviométrie était adéquate pour la production agricole du printemps. Le maïs, les fruitiers et la banane produiront donc des récoltes plus proches de la moyenne, mais très en-dessous pour les haricots et les arachides. Les pluies seront moyennes entre juillet et novembre, selon les prévisions. Une amélioration de la disponibilité alimentaire locale est attendue dès le mois de juillet jusqu'au mois de décembre (période de validité de l'analyse IPC). Toutefois, la production de cette année ne dépassera pas celle de 2014, ceci à divers égards. Les agriculteurs, durement éprouvés durant les deux dernières années, ont vu fortement diminuer leur capacité de financer par eux-mêmes la campagne agricole du printemps 2016. L'appui qui devait venir de l'Etat, dans le cadre du plan de réponse, a mis du temps pour atteindre les bénéficiaires. Du côté des organisations internationales, les moyens manquaient, mis à part quelques interventions déjà insuffisantes. Dans cette optique, malgré la clémence de la pluviométrie pour cette année, le niveau de production ne pourra pas compenser les pertes économiques antérieures. Tout semble indiquer que les agriculteurs seraient encore dans l'incapacité de lancer les prochaines campagnes d'été, d'automne et d'hiver.
3. Avec l'amélioration de la disponibilité des produits alimentaires locaux en juillet, les prix connaîtront une baisse saisonnière mais n'atteindront pas le niveau de 2013, ceci pour les mêmes raisons évoquées plus haut. Les prix des produits alimentaires importés vont continuer à fluctuer en fonction de leur niveau sur le marché mondial et du comportement de la gourde face au dollar américain.
4. Les récoltes du printemps, la baisse des prix des denrées de base, et la demande de main-d'œuvre agricole amélioreront l'accès alimentaire, du moins jusqu'en décembre. Néanmoins, des facteurs comme les élections d'octobre, la rentrée des classes et l'accès limité aux intrants agricoles constituent encore des contraintes à une amélioration soutenue et durable des conditions de disponibilité et d'accès alimentaires dans le pays.

Figure 1: Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, Juillet 2016¹



Sources : CNSA et Groupe de travail Technique de l'IPC (GTT), Juillet 2016.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



¹Les analystes IPC ont considéré les zones de moyens d'existence comme unités d'analyse. Cette classification par grandes zones de moyens d'existence peut toutefois revêtir des disparités importantes à l'échelle inférieure, au niveau des communes par exemple, suivant l'existence de facteurs dynamisant comme la présence de systèmes irrigués en fonctionnement ou contraignants comme un fort isolement géographique où une anomalie climatique localisée par exemple. La phase de la zone est déterminée par les phases des 20% de la population se trouvant en pire condition.

Ce rapport a été rendu possible grâce au soutien des organismes suivants :



CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

Des pluies plus abondantes et mieux réparties qu'en 2015 marquent la première saison agricole de 2016. Depuis fin avril, les précipitations sont relativement régulières, dépassant même le niveau moyen dans le Centre et le Nord du pays. En effet, le phénomène El Niño, qui induisait de longues périodes sèches en 2014 et 2015, s'est progressivement décliné et tend à se neutraliser. Les données de télédétection, supportées par les relevés de stations terrestres, montrent des excédents d'humidité allant jusqu'à 300 mm dans le Nord-Est. Certaines zones dans l'Ouest et le Nord ont été inondées. Toutefois, les pluies sont passées au-dessous de la moyenne dans l'Ouest et la péninsule du Sud au mois de juin, mais ne devraient pas significativement affecter les cultures qui étaient déjà à un stade très avancé dans la plupart des zones.

Une production saisonnière plus abondante et proche de la moyenne. De manière générale, ces pluies favorisent le développement et la croissance des principales cultures. Le maïs constitue la culture saisonnière qui a le mieux profité des conditions climatiques favorables. Les agriculteurs l'ont semé dans des proportions très proches de la moyenne dans presque toutes les zones. Il accuse un très bon développement. Cette culture résiste beaucoup mieux à la sécheresse et à l'excès d'humidité en comparaison aux haricots. Ainsi, dans le Nord et dans la péninsule du Sud, les pluies excédentaires en mai ont provoqué la pourriture des haricots, ceci même après leur récolte. La cherté des semences de haricot (en raison des pertes enregistrées en 2014 et 2015) et l'inquiétude des agriculteurs au début de la saison, quant aux régularités des pluies, n'ont pas servi d'incitatifs à la production.

Les arbres fruitiers comme les manguiers, l'arbre véritable (artocarpus) ont donné une production qui peut être estimée supérieure à la moyenne saisonnière. Les mangues, à la fois source de nourriture et de revenu, ont créé des centaines d'emplois au bénéfice des ménages pauvres et très pauvres dans la région de Gros Morne et autres zones productrice particulièrement de mangue francique, dont la production est grandement destinée à l'exportation. Toutes les opérations, de la cueillette à la mise en caisse, génèrent des emplois rémunérateurs. Quant aux fruits d'arbre véritable, dont la récolte commence au cours du mois de juin, ils jouent un rôle important dans l'apport calorifique des ménages, particulièrement dans la péninsule du Sud et dans certaines communes du Nord et du Nord-ouest.

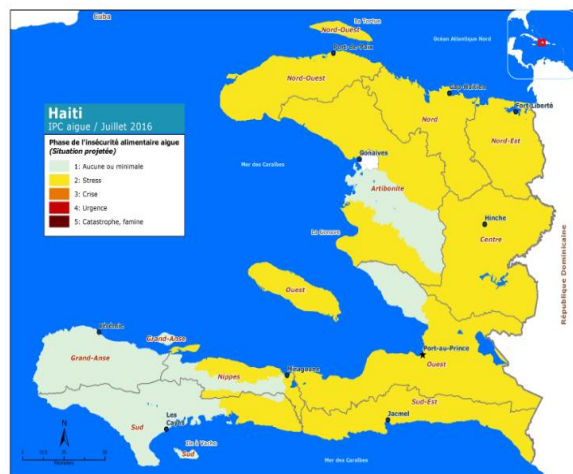
Par ailleurs, dans la Vallée de l'Artibonite, le niveau élevé de l'eau du fleuve rend plus favorable les conditions de la production rizicole dans cette zone où se cultive près de 75 pour cent du riz dans le pays. Avec le mois de juin commence le repiquage. Le projet "Change lavi Plantè" appuie les travaux de curage de certains canaux, ce qui

Figure 2: a) Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, août à septembre 2016.



Sources : CNSA et Groupe de travail Technique de l'IPC (GTT), Juillet 2016.

b) Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, octobre à décembre 2016



Sources : CNSA et Groupe de travail Technique de l'IPC (GTT), Juillet 2016.

N.B: Ces cartes sont le résultat d'un atelier d'analyse du Groupe de Travail Technique de l'IPC (GTT) réunissant les différentes parties prenantes du secteur de sécurité alimentaire. Elles peuvent être considérées comme provisoires vu que les institutions parties prenantes de l'exercice IPC ne les ont pas encore validées.

n'a pas été fait depuis déjà plusieurs années. Cependant, la cherté des fertilisants chimiques demeure le principal obstacle à une production beaucoup plus élevée. Les engrais subventionnés par le Ministère de l'Agriculture seront disponibles à partir de juillet, contrairement aux années antérieures et ne représenteront que 60 pour cent de son apport habituel. Les attentes des riziculteurs ne seront pas comblées et ils devront continuer à s'approvisionner plus chèrement auprès de distributeurs privés.

Evolution des prix des produits alimentaires de base. Le phénomène El Niño et ses effets sur la production agricole depuis 2014, la dégradation de la situation socio-politique et la dépréciation de la gourde ont influencé les prix des produits alimentaires de base. La disponibilité des produits locaux reste faible et cela jusqu'à la prochaine récolte au cours du mois de juillet 2016. Le rapport de la mission d'évaluation de la disponibilité alimentaire et du marché de la FAO révèle que la production de céréales du printemps 2015 et de légumineuses a chuté de 30 et de 54 pour cent respectivement par rapport à celle du printemps 2014. Ce déficit de production a engendré une hausse des prix des produits alimentaires de base sur tous les marchés du pays. Par exemple, en mai 2016, le prix de la semoule de maïs, sur les marchés de Port-au-Prince, des Gonaïves et de Hinche, a été respectivement de 53, 50 et 58 pour cent plus élevé par rapport à la moyenne quinquennale. En glissement annuel, sur ces mêmes marchés, la tendance est toujours à la hausse avec 57, 33 et 41 pour cent respectivement.

Le haricot noir, dont la récolte a débuté en mai dans les montagnes humides, a vu sa disponibilité augmenter et par conséquent enregistre une baisse du prix sur les marchés de Port-de-Paix, de Ouanaminthe, Jacmel, Jérémie, Fond-des-Nègres et des Cayes, en comparaison à son niveau d'avril qui était dans une fourchette de 3 à 24 pour cent. En glissement annuel, une baisse de 7 et 9 pour cent respectivement est observée sur les marchés de Fond-des-Nègres et des Cayes. Toutefois la variation des prix est nettement plus élevée qu'en 2015 allant de 17 pour cent, sur le marché des Cayes (le niveau le plus faible), à 65 pour cent sur celui de Jacmel.

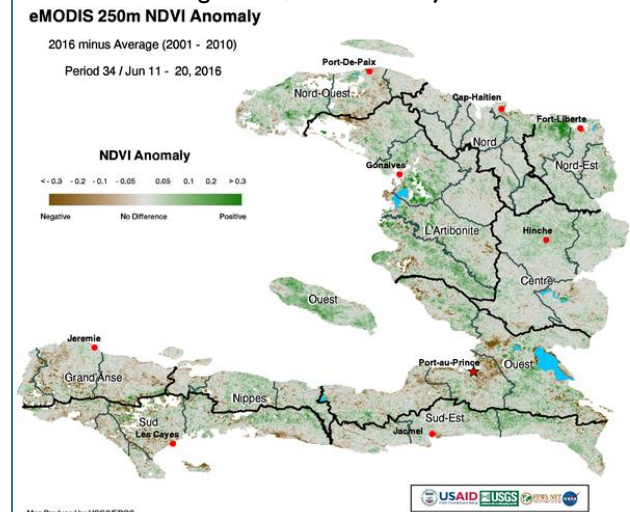
Si la disponibilité des produits locaux avait grandement diminué sur tous les marchés, durant la période de crise, ces derniers étaient, en revanche, bien pourvus en produits importés particulièrement en riz, huiles végétales et en farine de blé. Les importateurs assurent l'approvisionnement régulier des grossistes des principaux marchés. Les prix de ces produits ont varié beaucoup moins vite que ceux des produits locaux. Le riz, par exemple, a commencé à grimper sur certains marchés à partir de décembre 2015, entraîné par la dépréciation de la gourde, sans dépasser toutefois le niveau de 7 pour cent en glissement annuel, si l'on excepte les marchés de Ouanaminthe et du Cap-Haïtien où le prix du riz importé atteignait en glissement annuel 36 et 40 pour cent respectivement. Des ruptures de stocks dus à des troubles socio-politiques entraînant le blocage des routes sont en grande partie responsables du comportement de ces deux marchés.

Production Animale. Après avoir souffert de pénurie d'eau et de fourrage en raison de la sécheresse de 2015, les animaux de ferme commencent à reprendre de l'embonpoint et leur capacité reproductrice depuis mars dans la plupart des zones du pays. Leur valeur marchande s'est du coup améliorée. Par exemple, dans la zone frontalière, notamment à Anse-à-Pitre, des chèvres qui se vendaient en juin 2015 à 2500-3000 gourdes la tête, s'achètent maintenant jusqu'à 4000 gourdes.

Evolution de la main-d'œuvre. La demande de la main-d'œuvre, en augmentation de manière saisonnière dans les rizières, est en déclin dans les autres zones où les travaux d'entretien ont déjà terminé à l'exception des zones comme le Nord-est et le Plateau Central où les pluies étaient tardives. Les travailleurs agricoles, constitués majoritairement des membres de ménages très pauvres, gagnent en moyenne 100 gourdes et un repas pour cinq heures de travail par jour. L'État vient de fixer le salaire minimum de référence à 260 gourdes pour 8 heures de travail par jour pour les salariés agricoles, soit une augmentation de 38 pour cent par heure de travail en terme nominal. **Ce changement mérite d'être suivi, car il risque de constituer une source de conflits entre les producteurs et les travailleurs.**

Transferts privés en augmentation continue. Les données sur les transferts privés de la Banque de la République d'Haïti montrent une progression continue, d'année en année. Le volume transféré en avril 2016 par rapport à avril 2015 a subi une augmentation de 10 pour cent. Entre avril 2015 et avril 2014, la variation est similaire: 10 pour cent également. Les très

Figure 3. Anomalie de l'indice de la différence normalisée de végétation, du 11 au 20 juin 2016.



Source: USGS/FEWS NET

pauvres ordinairement ne reçoivent pas de transferts privés venus de l'étranger, mais peuvent en bénéficier indirectement quand les vrais bénéficiaires utilisent une partie de ces fonds dans la production agricole.

L'assistance humanitaire s'est renforcée depuis le mois de mai 2016 pour répondre à l'urgence humanitaire née de la sécheresse qui a sévi en 2014 et 2015. Des institutions comme le PAM, la FAO, la CARE, la World Vision, l'Oxfam, Solidarité Internationale, Concern World Wide et l'Action Contre la Faim, entre autres, ont entrepris des travaux de *cash for Work* ou distribuent des bons alimentaires à plus de 60 000 ménages repartis dans les communes les plus affectés des départements du Nord-Est, du Sud-Est, des Nippes entre autres. Chaque ménage reçoit de 2000 à 3000 gourdes par mois. Ces activités arriveront à terme à la fin de septembre pour la plupart. De manière générale ces interventions contribuent à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans toutes les communes concernées ou même au passage de la Crise (Phase 3 de l'IPC) au Stress (Phase 2! de l'IPC).

L'insécurité alimentaire en milieu urbain. La hausse des prix des produits alimentaires de base, sous l'effet de la dépréciation de la gourde et de la perte des récoltes au cours des deux dernières années, a des impacts sur la sécurité alimentaire des ménages très pauvres et pauvres. Les mesures gouvernementales conduisant à l'augmentation des salaires de référence n'ont eu leur plein effet qu'à partir du mois de juin. Vu que la majorité des sources de revenu des pauvres et des très pauvres dépendent de l'informel, ces mesures ne concernent qu'un nombre réduit de ménages des catégories pauvres et très pauvres. **L'évaluation de la sécurité alimentaire qu'entreprennent le PAM et la CNSA dans le milieu urbain permettra une meilleure compréhension de l'impact des chocs climatiques et autres sur les ménages au niveau urbain.**

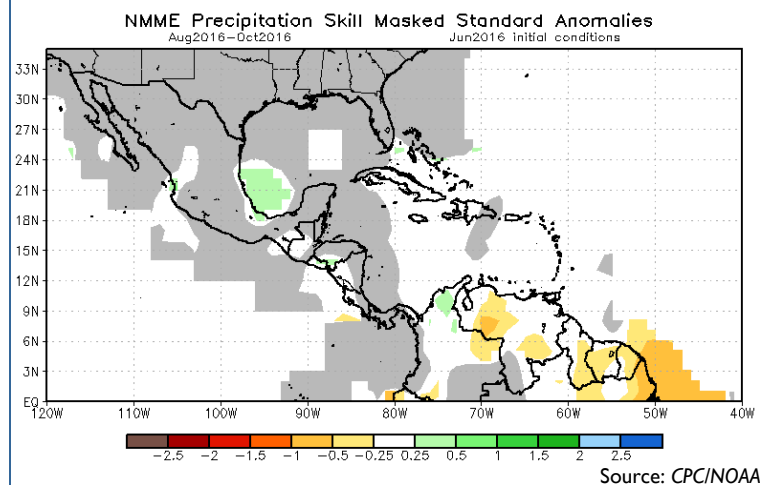
Saison cyclonique typique. Le mois de juin marque le démarrage de la saison cyclonique qui prendra fin le 30 novembre. Haïti se trouve sur la trajectoire des cyclones. La dégradation de son environnement, la faiblesse des infrastructures et la qualité des habitats la rendent très vulnérables aux perturbations atmosphériques qui généralement provoquent la destruction des cultures, la perturbation du fonctionnement des marchés, la perte des animaux et des vies humaines. **La saison de 2016 s'annonce typique avec des risques normaux d'impacts négatifs pouvant provenir des événements cycloniques.**

Suppositions

Suite aux constats ci-dessus, on est amené à émettre les hypothèses générales suivantes :

- Le phénomène El Niño a pris fin en mai et son état actuel est neutre, avec une probabilité de 76 pour cent que La Niña se développe en été/automne. Le retour à l'état neutre de l'**ENSO** (El Niño Southern Oscillation) semble avoir des répercussions favorables sur la pluviométrie qui tend à s'approcher ou dépasser la moyenne. En effet, prévue pour être plus faible que la moyenne en juillet dans l'ouest et la péninsule du sud, la pluviométrie sera moyenne sur tout le pays entre juillet et novembre selon le Caribbean Regional Climate Outlook Forum (CariCOF).
- Des pluies abondantes entre août et octobre sont susceptibles de provoquer des inondations localisées particulièrement dans l'Artibonite, l'Ouest et le Sud entre autres.
- Bien qu'en retard dans certains départements comme le Plateau Central et le Nord-est, la pluviométrie reçue entre avril et juin demeure favorable à une bonne production agricole à travers presque tout le pays. Cependant, des conditions adverses comme la cherté et la rareté des intrants agricoles, la faiblesse du pouvoir d'achat des agriculteurs, l'assistance réduite de l'Etat et des bailleurs au secteur agricole maintiendront la production totale de la campagne agricole du printemps à un niveau inférieur à celle de 2013, mais plus ou moins proche de

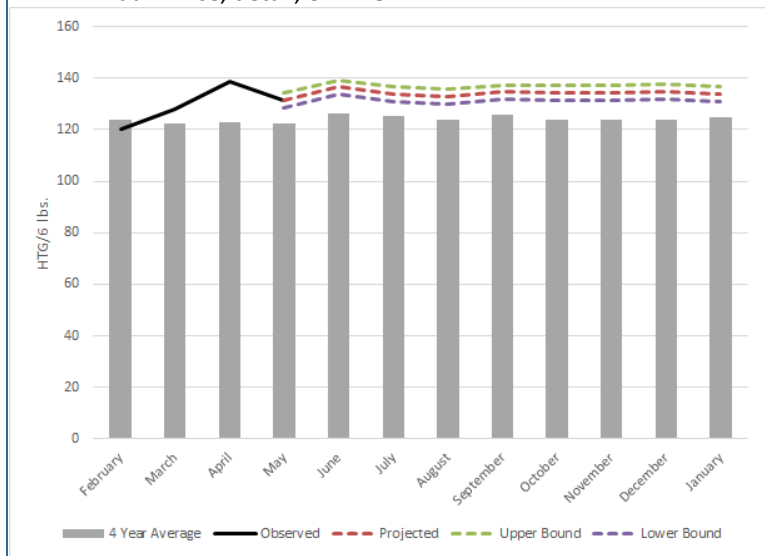
Figure 4. Prévision saisonnière NMME pour la période d'août à octobre 2016



celle de 2014. Si les pluies sont adéquates et les agriculteurs ont un plus grand accès aux moyens de production grâce aux récoltes de juillet, les campagnes agricoles d'automne et d'hiver s'approcheront de leur niveau moyen.

- Avec les récoltes en cours et leur poursuite jusqu'au mois d'août 2016 pour la première saison, la disponibilité alimentaire des produits locaux affichera une tendance à la hausse par rapport à 2015. Les besoins d'importation s'en trouveraient réduits pour atteindre son niveau de 2014.
- Le taux de croissance économique, fixé à 3 pour cent pour l'exercice 2015-2016, pourrait demeurer en deçà de 2 pour cent. Le ralentissement de l'investissement public en raison de la baisse de l'appui budgétaire des bailleurs, de l'épuisement des fonds Petro Caribe et de la caducité de l'accord entre le Venezuela et Haïti sont, entre autres, des facteurs pouvant justifier cette faible croissance. Cette dernière résulterait aussi d'un environnement politique défavorable aux investissements du secteur privé, entraînant ainsi de faibles recettes fiscales.

Figure 5. Projection des prix du riz importé (4 pourcent brisé), Port-au-Prince, détail, en HTG.



Source: CPC/NOAA

- Les élections prévues pour cette année risquent de provoquer, comme en 2015, une volatilité de la gourde par rapport au dollar. De plus, face à la réticence des bailleurs, le Gouvernement peut se trouver dans l'obligation de faire fonctionner la planche à billets pour financer le déficit budgétaire, accélérant encore davantage la dépréciation de la gourde et l'érosion du pouvoir d'achat des ménages. La monnaie locale, se stabilisant actuellement autour de 63 gourdes pour un dollar, pourrait atteindre, en raison des anticipations négatives des agents économiques, 70 à 80 gourdes entre octobre et janvier.
- Le taux d'inflation a atteint 12 pour cent en glissement annuel en 2015 et pourrait se maintenir autour de 15 pour cent en 2016 même avec la baisse des prix des produits alimentaires locaux.
- Les prix des produits alimentaires locaux amorceraient de manière typique des baisses significatives dès le mois de juillet et se maintiendraient jusqu'en septembre sans retrouver toutefois leur niveau de 2013. Le maïs est probablement le produit qui connaîtra la baisse la plus significative pouvant aller jusqu'à 30 pour cent de son prix actuel, compte tenu de l'importance des superficies cultivées et les conditions pluviométriques favorables. Toutefois, les prix des haricots s'afficheront à la hausse dès le mois d'août, sous la poussée de la demande de semis en montagnes humides.
- D'après l'indice des prix des produits alimentaires de la FAO du mois de mai, l'affermissement des prix du riz et du sucre se poursuit. Ces produits sont importés à 80 et à presque 100 pour cent respectivement de leur niveau de consommation en Haïti. Jusqu'en décembre 2015, le prix du riz importé était relativement stable sur le marché haïtien, en dépit de la dépréciation de la gourde. Cette stabilité était probablement due à la tendance baissière du prix de ce produit sur le marché international. Il est fort probable que le niveau affiché depuis avril 2016 se maintienne (Figure 3) et se répercute sur le marché national, ceci de façon plus élevée, en raison de la dépréciation de la gourde.
- Des données récentes sur l'état nutritionnel des enfants ne sont pas rendues disponibles. Personne ne signale l'existence de poches de malnutrition alarmantes à travers le pays. Une étude Smart en cours viendra éclairer l'évolution de la situation. Toutefois, avec les récoltes actuelles, on peut s'attendre à une amélioration du statut nutritionnel des enfants jusqu'au mois d'octobre.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Tenant compte des données existantes, des observations effectuées sur le terrain et des discussions avec les ménages et les techniciens à travers les différentes zones du pays, l'insécurité alimentaire aiguë, qui a prévalu passera au moins en phase de stress. La baisse de la production agricole en 2014 et 2015, a eu des incidences malheureuses sur les ménages dans presque tout le pays. La demande de la main-d'œuvre, qui représente plus de 30 pour cent des sources de revenu des ménages très pauvres, a accusé des chutes allant jusqu'à 20 pour cent en fonction de la zone. La vente des récoltes, qui compte pour environ 10 à 20 pour cent des revenus, était presque nulle un peu partout. Les autres sources telles que le petit bétail, la vente du bois et du charbon et le petit commerce n'ont pas permis de compenser les déficits enregistrés dans les autres sources de revenu. Les ménages très pauvres se retrouvent, dans la plupart des cas, avec des revenus inférieurs à 80 pour cent par rapport au niveau habituel.

A tout cela, il faut ajouter que le marché est devenu la principale source de nourriture. Et vu que le contexte est marqué par un renchérissement des prix des produits alimentaires de base, actuellement, dans tous les départements du pays on pourrait retrouver à l'intérieur des grandes zones d'analyse constituées pour l'analyse IPC des communes classifiées en Crise (Phase 3 de IPC).

ZONES DE PRÉOCCUPATION

Plateau Central, Maïs et Tubercules HT03 (Thomassique, Cerca la Source, Maissade, Cerca Carvajal, La Victoire et Ranquitte)

Description de la zone

La zone se caractérise par un degré de déboisement très poussé qui réduit, de façon continue, la fertilité du sol. La pluviométrie moyenne annuelle est de 1.000 mm, bien que le Haut Plateau se caractérise par un niveau de pluviométrie (environ 500 mm/an) inférieur à celui du Bas Plateau. La répartition des pluies ne permet qu'une seule saison culturale. Si le maïs et les tubercules (manioc doux, igname et patate douce) sont les produits les plus importants au niveau de la consommation, la plupart des ménages dépend, cependant, des marchés pour s'approvisionner en nourriture. L'accès au travail agricole en République Dominicaine est capital pour les ménages pauvres, malgré les faibles taux de rémunération.

Situation actuelle

Le début de la saison pluvieuse a accusé un retard d'environ un mois. Les précipitations étaient si abondantes que les agriculteurs ont dû attendre mi-mai pour initier sérieusement les travaux de préparation de sol et de semis qui se poursuivent jusqu'au mois de juin. Cependant, comme un peu partout à travers le pays, la difficulté d'acquérir des semences ralentit quelque peu l'engouement des agriculteurs. Par contre, les pluies sont très bénéfiques pour le bétail en améliorant la disponibilité des fourrages et l'eau pour l'abreuvement.

Dans sa logique d'appuyer les agriculteurs, le Ministère de l'Agriculture a déjà distribué 12 tonnes métriques de maïs, 4 tonnes métriques de haricot, 10 de sorgho, 4 de pois Congo et 530.000 boutures de manioc. Cette quantité représente moins de 5 pour cent des besoins en semences que les agriculteurs pourraient en avoir besoin en tenant compte des superficies agricoles utiles.

La World Vision pour sa part, a distribué des semences à 2000 agriculteurs pour la campagne de printemps dans le haut Plateau. L'organisation CARE, de son côté, a entamé, depuis la deuxième semaine d'avril 2016, un projet de *cash for Work* en protection de ravins dans les communes de Thomassique et de Cerca-la-Source pour aider les planteurs de ces deux communes à faire face au problème de semences. Il faut souligner que ces apports représentent moins de 10 pour cent des besoins des agriculteurs. Par exemple, le salaire gagné pendant 10 jours de travail par mois dans des activités de Cash for Works, soit 2750 gourdes, lui permettra d'acquérir des semences de haricot noir pour ensemercer environ un sixième d'hectare. Pour cause, les planteurs se mettent davantage à semer les cultures vivrières telles que le maïs, le sorgho, la patate douce et le manioc en lieu et place des cultures de rente telles que le haricot, le pois congo et l'arachide dont les prix ont presque doublé par rapport à leur niveau de 2015 à cette période.

Le programme Kore lavi, financé par USAID, continue d'apporter son soutien en distribuant des Kits alimentaires aux femmes enceintes et allaitantes. Ce kit comprend 6 kg de farine de CSB, 1.35 kg d'huile, 3 kg de blé et 0.9 kg de haricot. Pour le kit destiné aux enfants de 6 à 24 mois est constitué de 3 kg de farine de CBS, 3 kg de blé, 0.9 kg d'huile et 0.9 kg de haricot. Toutefois, il faut reconnaître que le nombre de ménages couvert est faible par rapport au nombre en difficulté.

Dans les communes de la Victoire et de Ranquite, le PAM distribue des bons de 3000 gourdes à 970 et 2548 ménages respectivement. De son côté, CARE a mis en place, depuis mi-mars, au bénéfice de 2980 ménages à Cerca la Source et 4090 ménages à Thomassique, des activités de Cash for Work et de distribution de bons alimentaires. Ces activités dureront environ 5 mois et demi et permettront aux bénéficiaires de gagner 2750 gourdes par mois.

Comparativement à l'année dernière, où la sécheresse a été très sévère, la demande de main d'œuvre a augmenté en juin mais n'a pas atteint son niveau normal, car les agriculteurs tendent à semer moins de terre, compte tenu de la cherté des intrants et par conséquent sollicite un peu plus de 50 pourcent de la main-d'œuvre habituelle, utilisant davantage la main d'œuvre familiale ou l'entraide. Les ménages pauvres et très pauvres se livrent donc à des activités de petit commerce, d'artisanat, de taxi moto et la traversée de la frontière Haitiano-dominicaine en quête d'emplois journaliers.

La récolte des mangues a commencé, elle est à la fois source de nourriture et de revenus. De plus, il y a des récoltes de feuilles légumières à la faveur de récentes pluies telles que piments, noix de cajou, ananas et patate douce. Mais les marchés sont très peu approvisionnés en produits céréaliers locaux. La perte de la récolte de sorgho, détruit par une mouche, a poussé par substitution la demande de céréale vers le maïs qui n'a pas donné non plus de bonnes récoltes. Il en est résulté une consommation dominée par la brisure de riz importée, plus accessible aux ménages très pauvres.

Comme source de nourriture, le marché revêt une importance de premier plan pour les ménages très pauvres et pauvres, car les réserves sont complètement inexistantes. Les prix des produits alimentaires, sont en hausse. Comparativement à mai 2015, à Thomassique par exemple, le prix du maïs en grain a grimpé de 50 à 60 gourdes en mai 2016. Celui du sorgho de 40 à 50 et de l'arachide de 280 à 330 gourdes. Le haricot, par contre, est en baisse passant de 350 à 320 gourdes pendant la même période, laquelle baisse est soutenue par des récoltes dans certaines zones de montagne humide.

Suppositions

- Le décalage enregistré dans les semis des cultures entrainera des récoltes plus tardives cette saison pouvant aller jusqu'au mois de septembre pour le maïs.
- Bien que le niveau de semis tende à demeurer en-deçà de la normale pour les légumineuses, considérées comme principales cultures de rente, il est bien probable que la production totale soit supérieure à la moyenne des trois dernières années (2013-2015), tenant en compte la faiblesse de la production en 2015. En effet, les prévisions climatiques sont favorables au développement agricole et, dans de nombreuses localités, les agriculteurs, selon Fewsnet, sèment à peu près la même surface qu'habituellement en maïs et en pois inconnu dont les prix étaient plus abordables que ceux des produits de rente comme les haricots et l'arachide.
- L'attaque des insectes peut influencer à la baisse le rendement de l'arachide et du sorgho dont les récoltes sont attendues en septembre et janvier/février respectivement. La dernière plantation du sorgho a été détruite en janvier 2016 par une attaque de cochenilles et contre laquelle aucune mesure n'a été encore prise.
- Les prix des produits alimentaires de base se stabilisent mais demeurent encore plus élevés par rapport à leur niveau de 2015 ou de la moyenne quinquennale à la même époque. Il est probable que cette tendance se maintienne pour le maïs et les haricots produits localement, ceci jusqu'aux prochaines récoltes, soit au cours du mois de juillet pour les haricots et d'aout/septembre pour le maïs. A partir de ces récoltes, on peut s'attendre à des baisses de prix allant de 15 à 20 pour cent pour les haricots et jusqu'à 30 pour cent pour le maïs par rapport à leur niveau actuel. Quant au riz importé, dont le prix est actuellement stable, des hausses allant jusqu'à 10 pour cent sont probables et seront fonction des variations de prix sur le marché mondial et le niveau de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar et du peso dominicain.
- Etant le foyer du choléra, le Plateau Central pourrait être, au cours de la saison cyclonique, en plus d'autres dégâts destructeurs sur les parcelles et le bétail, l'objet d'une remontée localisée de l'épidémie.

Résultats les plus probables sur la sécurité alimentaire

Entre juin et septembre, les ménages très pauvres auront une consommation alimentaire faible, parce que le marché sera l'unique source de nourriture alors que le revenu sera inférieur à la normale, en raison de la faiblesse de la demande en main-d'œuvre. Il est vrai que Thomassique et Cerca-la-Source bénéficieraient, de la part de la CARE, d'une assistance humanitaire, mais la couverture ne permettra pas de changer la phase de l'IPC actuelle. La migration vers la République

Dominicaine se fait au ralenti à cause des risques élevés qui y sont liés et ne contribue pas autant au revenu des ménages comme dans le passé. Le charbon de bois devient alors la principale source de revenu au détriment des arbres fruitiers mais sans arriver à compenser l'apport de la main d'œuvre agricole. Les ménages très pauvres de ces zones pourraient se trouver en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC).

La période octobre-janvier verra la disponibilité alimentaire s'améliorer, notamment avec les récoltes du maïs, du pois inconnu, des haricots, de l'arachide du pois congo, du sorgho et des racines en août/septembre. Parallèlement, les activités de sarclage et de récolte conduiront à une amélioration du revenu des très pauvres durant cette période. En dépit de tout, elle ne sera pas en insécurité alimentaire minimale, compte tenu des déficits de production accumulés au cours des deux dernières années et qui ne seront pas entièrement comblés. Ces ménages se retrouveront en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) à partir de septembre/octobre.

Zone Haricot et Tubercules HT02 (Ste Suzanne, Bassin Bleu, Capotille, Carice, Terrier Rouge, Ferrier, Mont Organisé, Bahon)

La zone de moyens d'existence Nord tubercules et horticulture (HT02) couvre une grande partie de la région nord du pays, plus particulièrement la majeure partie des départements du Nord et du Nord-est, la moitié orientale du département du Nord-ouest et de l'île de la Tortue. Les ménages de la zone s'approvisionnent principalement sur les marchés locaux en produits alimentaires de base comme le riz, la farine, l'huile, le sucre ou le poisson (ces produits sont surtout importés). Les mêmes marchés sont utilisés pour l'écoulement des produits agricoles (bananes, igname, canne à sucre, agrumes, poissons et autres produits de la mer). Les produits agricoles et autres marchandises en provenance de la République Dominicaine (des régions frontalières) inondent également les marchés de cette zone, ce qui crée une forte concurrence, sur ces marchés locaux, entre les produits agricoles importés et ceux produits localement.

Situation actuelle

Dans cette zone, à part quelques éparses précipitations en mars, la saison pluvieuse, selon FEWSNET, a démarré avec plus de trois semaines de retard à la fin du mois d'avril. Dans les régions montagneuses des différentes communes, les agriculteurs ont profité des premières chutes de pluies pour commencer à ensemercer leurs parcelles de haricot, d'igname, de maïs, de patate, etc. Les superficies jusqu'alors emblavées, devraient varier autour de 50 pourcent des étendues normalement mises sous culture pour cette saison. A en croire les techniciens sur place², le manque de semences et la hausse des prix, couplés à la décapitalisation des planteurs, restreindront considérablement les activités de semis au niveau de cette zone dont la superficie cultivée cette saison ne dépassera pas 80 pourcent de la moyenne.

Dans un autre registre, les parcelles de haricot établies avec les premières chutes risquent d'échouer suite à un excès d'humidité. De plus, dans les plaines, particulièrement à Ferrier, où se trouvent les plus importantes rizières de la zone et qui ont déjà perdu la première saison (Janvier-mai) à cause de la sécheresse, les parcelles sont actuellement inondées et, en conséquence, ne peuvent pas être emblavées à temps. Les riziculteurs doivent attendre la baisse du niveau de l'eau pour procéder au semis direct, en vue de rattraper le temps. La perte de la première saison réduit la capacité financière des riziculteurs à semer et embaucher de la main d'œuvre pour la deuxième saison.

Malgré les chutes de pluies qui améliorent grandement la disponibilité en eau, le manque de pâturage demeure. Le bétail n'a pas encore atteint son plein embonpoint. Cette situation pourrait, néanmoins, s'améliorer d'ici peu. Selon le médecin vétérinaire du Nord-est, Terrier Rouge a été la commune la plus frappée par la sécheresse, d'où l'observation d'une réduction de la population porcine frappée par la maladie du « Teschen ». La population caprine a été aussi frappée de cécité par manque de minéral à cause de la qualité des fourrages. Par contre, il dit observer une augmentation des volailles grâce à un travail de sensibilisation de la part des agents vétérinaires. La vente a été aussi très importante à cause de la sécheresse.

La demande de main-d'œuvre se situe autour de 70-80 pour cent de son niveau habituel, cette saison, à cause de la perte de la production au cours des deux dernières années et de l'incertitude liée à la saison pluvieuse. La fabrication du charbon de bois qui représente en général 20 pourcent du total des revenus, devient la source la plus importante pour cette période, engendrant autour de 50 pourcent des revenus dans la commune de Ferrier par exemple où la première récolte de riz a complètement échoué.

² Les responsables de liaison et les secrétaires techniques des observatoires départementaux de sécurité alimentaire (ODSA)

Les échanges avec la République Dominicaine se poursuivent mais à un niveau beaucoup plus faible. D’abord, la contrebande devient de plus en plus difficile à cause des contrôles exercés par les autorités haïtiennes à des points fixes et aussi à cause des mesures restrictives qui frappent une vingtaine de produits dominicains. Ensuite, l’appréciation du peso dominicain par rapport à la gourde passant de 100 pesos pour 120 gourdes en décembre à 140 gourdes en juin (soit de 16.7%) fait augmenter les prix des produits importés de la République voisine. De plus, la migration vers la République Dominicaine est l’objet de plus strict contrôle depuis 2015 de la part des Dominicains.

La récolte d’arachide par exemple qui est une source importante de main-d’œuvre depuis la fin du mois de mai habituellement, commencera cette saison entre juillet et août. Ces facteurs ont un impact négatif sur le revenu des ménages très pauvres.

Le PAM apporte une aide d’urgence de 3000 gourdes par ménage qui touche un total de 10697 ménages, répartis sur les communes de Capotille, Carice, Mombin Crochu, Mont-Organisé et Sainte-Suzanne. Ce programme s’étend de mai à juillet 2016. Les ménages qui en bénéficient voient leur situation alimentaire s’améliorer cependant le nombre de personnes touchées par ce programme dans cette zone n’est pas assez élevé pour induire un changement de phase dans le niveau de l’IPC.

Les marchés sont normalement approvisionnés en produits importés, quoiqu’il y ait une diminution des produits dominicains. Sur le plan local, grâce aux chutes de pluies enregistrées entre janvier et avril dans les montagnes humides, certains agriculteurs récoltent des feuilles légumières, du pois inconnu, entre autres. De plus, on trouve des fruits comme des noix de cajou et des mangues dans toute la zone. Les prix des produits alimentaires de base sont encore élevés, et ceci jusqu’au mois d’août. Le maïs moulu quant à lui passe de 75 à 90 gourdes sur une période d’un an. La marmite de pois inconnu par exemple, se vend à 275 gourdes contre 200 gourdes il y a deux ans. Le haricot noir se vend à 400 gourdes contre 300 gourdes l’an dernier. Le prix du riz importé demeure stable par rapport au mois précédent mais en hausse de 40 pour cent en glissement annuel.

Suppositions

- Le prix du maïs produit localement demeure stable par rapport au mois dernier, mais se situe jusqu’à 43 pour cent plus élevé en glissement annuel. A partir du mois d’août et de septembre, il est probable que le prix du maïs baisse de manière substantielle mais n’atteindra pas le niveau de 2013. Le prix du haricot noir est à la baisse par rapport au mois précédent dû à de faibles récoltes provenant des montagnes. Le prix demeure toutefois légèrement supérieur comparé à 2015 à la même période. Une baisse du prix du haricot noir demeure probable jusqu’au mois d’octobre sans atteindre le niveau de 2013. Les prix des produits importés pourront se renchérir aussi, si la monnaie locale (la gourde) poursuit sa dépréciation face au dollar et au peso dominicain.
- La période de soudure qui devrait toucher à sa fin en juin se prolongera jusqu’en juillet/août. Durant cette période, à défaut de programmes de prise en charge, la situation nutritionnelle des enfants pourrait se dégrader dans les sections communales les plus reculées.
- La demande de main-d’œuvre sera en deçà de son niveau typique entre juin et septembre, entraîné par le retard dans le démarrage de la saison pluvieuses et la cherté des semences qui conduiront à une réduction des superficies normalement emblavées.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

L’achat au marché qui représente généralement 65 pour cent des sources de nourriture des ménages très pauvres, a augmenté pour atteindre plus de 90 pour cent. En dépit des récoltes en cours et de l’assistance humanitaire, plus de 50 pourcent des ménages très pauvres souffrent d’un déficit de consommation alimentaire assez significatif. Le mois de juin devrait amorcer la fin de la période de soudure avec des récoltes précoces, mais elle se prolongera, probablement jusqu’au mois d’août, à cause du démarrage tardif de la saison pluvieuse qui a aussi ajourné le lancement de la campagne de printemps. La migration vers la République Dominicaine, qui jadis a servi d’exutoire aux ménages très pauvres, est devenue plus difficile maintenant en raison des contrôles renforcés au niveau des frontières. Les travailleurs qui traversaient la frontière au quotidien pour aller travailler en République Dominicaine n’arrivent pas à le faire. Le charbon de bois devient ainsi une source de revenu de premier plan, avec une pression de plus en plus forte sur les fruitiers comme les manguiers. Les ménages très pauvres de ces communes pourraient se trouver en phase de crise (phase 3) au cours de la période d’analyse. (juillet -septembre).

A partir du mois de septembre, des récoltes seront probablement plus élevées que celles de 2015. L'amélioration de la disponibilité contribuera au fléchissement des prix des produits alimentaires locaux. En plus des stocks constitués des récoltes de printemps, les récoltes de pois congo, d'igname, de patate viendront renforcer la disponibilité à partir du mois de novembre. Parallèlement, les activités de semis, entre août et septembre, pour la deuxième saison, amélioreront le revenu des ménages. Il y aura une amélioration au niveau de la consommation des ménages grâce à la disponibilité de la production propre et la baisse de la dépendance du marché. La situation des ménages très pauvres devra alors passer de Crise (Phase 3 de l'IPC), à une situation de Stress (Phase 2 de l'IPC). Sauf que ce scénario optimiste pourra ne pas avoir lieu si les facteurs cités dans le texte sont aussi présents dans cette zone de préoccupation.

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

Tableau I : Événements qui pourraient changer les scénarios ci-dessus dans les prochains huit mois.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Epidémie de fièvre Zika et de Choléra pendant la période pluvieuse 	<ul style="list-style-type: none"> • Apporteurs de ressources perdent des journées de travail handicapés par l'épidémie
Péninsule Sud, Ouest, Artibonite et Nord	<ul style="list-style-type: none"> • Passage d'un ouragan entre juillet et novembre 	<ul style="list-style-type: none"> • Destruction des récoltes, perte de têtes de bétail, coupure des routes, perturbation fonctionnement des marchés, aggravation de l'état nutritionnelle des enfants.
Nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation substantielle du taux des transferts privés • Augmentation salariale substantielle sans augmentation de la productivité de la main-d'œuvre • conduite d'élections crédibles 	<ul style="list-style-type: none"> • Appréciation de la gourde et baisse des prix des produits de consommation de masse comme le riz. • Pourrait entraîner une baisse de la demande de la main-d'œuvre agricole. <p>Des conditions plus favorables aux investissements et à la stabilité de la monnaie.</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Des pluies plus faibles que la moyenne à des moments critiques des cultures entre juillet et décembre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible récolte, demande de main-d'œuvre inférieure à la moyenne.

A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, CNSA/FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. CNSA/FEWS NET font ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, CNSA/FEWS NET préviennent du scénario le plus probable. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).